



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



International
Plant Protection
Convention



MINISTRE
DE L'AGRICULTURE ET
SECURITE ALIMENTAIRE

Atelier régional de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) pour l'Afrique (2024)



RAPPORT

20-23 août 2024, Kinshasa (RDC)

Sommaire

1.	Introduction	4
2.	Cérémonie d'ouverture.....	4
3.	Organisation de la Reunion	5
3.1.	Election du Président et des Rapporteurs :.....	5
3.2.	Adoption de l'agenda de réunion.....	5
3.3.	Liste des participants.....	5
4.	Mises à jour sur la gouvernance et les questions stratégiques.....	5
4.1.	Mise à jour du Secrétariat de la CIPV sur les communications	5
4.2.	Mise à jour du CN.....	5
4.3.	Mise à jour du CI	5
5.	Mise à jour sur les activités des groupes de discussion de la CPM.....	6
5.1.	Groupe de réflexion du CPM sur le changement climatique et les questions phytosanitaires.....	6
5.2.	Groupe de réflexion du CPM sur les conteneurs maritimes	6
5.3.	Groupe de discussion du CPM sur la fourniture sûre de nourriture et d'autres aides humanitaires (FGSA).....	6
6.	Procédures normatives et projets de normes envoyés pour consultation	6
6.1.	Système de commentaires en ligne (OCS).....	6
6.2.	Processus d'élaboration des normes	7
6.3.	Projet de NIMP dans le cadre de la 1ère consultation : projet d'annexe Inspection au champ (2021-018) à la NIMP 23 (Directives pour l'inspection)	7
6.4.	Projet de NIMP en cours de 1ère consultation : Projet de révision de la NIMP 26 (Établissement de zones exemptes de mouches des fruits (Tephritidae)) (2021-010).....	7
6.5.	Projet de spécification pour les NIMP en cours de consultation : Projet de spécification sur la révision du projet de NIMP réorganisée pour l'analyse du risque phytosanitaire (2023-037).....	8
6.6.	Projet de spécification pour la fourniture sûre de nourriture et d'autres aides humanitaires (2021-020)	8
7.	Mise en œuvre et sensibilisation dans le cadre des activités FAO/ORPV	9
7.1.	Efforts de collaboration pour lutter contre les ravageurs transfrontaliers des plantes dans la région de l'Afrique australe : principales réalisations et enseignements tirés	9
7.2.	Programme phytosanitaire africain (PPA) : mise à jour	9
7.3.	Mise en œuvre du PPA dans les pays pilotes - cas du Kenya	9
7.4.	Mise en œuvre du PPA dans les pays pilotes - cas du Mali	9
7.5.	Harmonisation du cadre juridique phytosanitaire en Afrique centrale	9
7.6.	Fusarium TR4 en Afrique	10
7.7.	Appel à thèmes.....	10
8.	Collaboration et partenariat.....	10

8.1.	Digitalisation agricole pour les contingences stratégiques des maladies virales du manioc en RDC	10
8.2.	CONAPAC	11
8.3.	COPAGEL	11
8.4.	COREP	11
8.5.	Médecins Du Monde (MDM)	11
8.6.	Activités de l'ONPV de la RDC	11
9.	Mise en œuvre de la CIPV : passer ensemble des idées à l'action	12
9.1.	La solution ePhyto IPPC	12
9.2.	Nouveaux guides de la CIPV et cours d'apprentissage en ligne	12
9.3.	Mise à jour sur la coordination mondiale TR4	12
9.4.	Guide du commerce électronique pour les végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés dans le commerce international	13
9.5.	Évaluations des capacités phytosanitaires (ECP) et derniers développements	13
9.6.	Normes de produits de la CIPV	13
9.7.	Obligations nationales de déclaration	13
10.	Activités sur le terrain	14
11.	Conclusion de l'atelier	14
12.	Evaluation de l' atelier	14
13.	Dates et lieu du prochain atelier régional	14
14.	Adoption du rapport	14
15.	Clôture de l'atelier	16
	Appendix 1: Liste des participants	18

1. Introduction

- [1] L'atelier régional de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) 2024 s'est tenu du 20 au 23 août à l'Hôtel Memling à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC). Cet atelier était organisé par le Secrétariat de la CIPV en collaboration avec le Conseil Phytosanitaire Interafricain de l'Union Africaine (UA-IAPSC), le Bureau de la FAO en RDC et le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire de la RDC.
- [2] Le thème des ateliers régionaux de la CIPV 2024 est « Santé des végétaux, commerce sûr et technologie numérique ».
- [3] Soixante Treize (73) participants ont assisté à cette importante réunion dont 21 délégués représentant les parties contractantes, des représentants du Comité des normes (CN) et du Comité de mise en œuvre et de développement des capacités (CI), des bureaux de la FAO, des organisations internationales et nationales ainsi que de la société civile de la RDC.
- [4] Les principaux objectifs des ateliers régionaux (AR) de la CIPV étaient les suivants :
- 1) Fournir un forum permettant aux pays de la région de préparer, d'analyser et de discuter des commentaires sur les projets de NIMP, les spécifications des Normes Internationales sur les Mesures Phytosanitaires (NIMP), les recommandations de la Commission des Mesures Phytosanitaires (CMP) et les projets de documents de mise en œuvre et de développement des capacités.
 - 2) Renforcer les capacités phytosanitaires, promouvoir les ressources techniques pour soutenir la mise en œuvre de la CIPV et des NIMP et sensibiliser aux activités de la communauté de la CIPV ; et
 - 3) Faciliter l'échange d'informations, le partage des meilleures pratiques phytosanitaires et la diffusion des expériences de mise en œuvre nationales et régionales.
- [5] L'atelier régional de Kinshasa 2024 était une véritable innovation dans le sens où il s'agissait du premier atelier de la CIPV dont l'ouverture et la clôture ont été présidées par Son Excellence Monsieur le Ministre en charge de l'Agriculture et la sécurité alimentaire mais aussi auquel les acteurs nationaux du système phytosanitaire ont été invités à participer à l'atelier.

2. Cérémonie d'ouverture

- [6] La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois discours.
- [7] M. Osama EL LISSY – Secrétaire de la CIPV a rappelé le rôle clé des ateliers régionaux de la CIPV pour examiner et évaluer les recommandations de la CMP ainsi que les NIMP qui sont des outils importants pour prévenir l'introduction et la propagation des organismes nuisibles des plantes qui ont un impact sur la région. Il a réaffirmé la nécessité de collaborer au niveau régional qui permettra de remplir la mission de protection des ressources végétales et de faciliter un commerce sûr et ainsi inverser les tendances négatives des statistiques sur les organismes nuisibles des plantes. Le discours d'ouverture du Secrétaire de la CIPV est disponible sur le lien : <https://www.youtube.com/watch?v=AofOoxyHjJY&t=11s>
- [8] M. ONGONE OBAME Aristide, Représentant de la FAO en RDC a réaffirmé la volonté de la FAO d'accompagner les autorités de la RDC dans le développement de l'agriculture et des initiatives contribuant à la protection des plantes. Il a attiré l'attention sur le fait que nous sommes appelés à respecter les normes internationales des mesures phytosanitaires si nous voulons éviter des interventions coûteuses d'éradication et de contrôle en cas d'épidémies parasitaires d'urgence dans nos régions et dans nos pays.
- [9] S.E. M. Grégoire MUTSHAIL MUTOMB, Ministre de l'Agriculture a souligné qu'avec ses 240 points d'entrée officiels, et sa position stratégique au centre de l'Afrique qui lui permet de partager ses frontières avec 9 autres pays voisins, la RDC accorde une place très importante d'échanges commerciaux. Les

importations de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés constituent la voie privilégiée d'introduction d'organismes nuisibles qui affectent considérablement la production agricole du pays, plongeant ainsi de nombreux Congolais dans une situation d'insécurité alimentaire. Il a ajouté qu'à l'instar d'autres nations, la République Démocratique du Congo reste mobilisée, à travers la Direction de la Protection des Végétaux, face aux initiatives développées par la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux, pour une santé végétale plus efficace qui sécurise la production du pays et ce pour le bien de nos agriculteurs.

[10] La cérémonie d'ouverture s'est terminée par la traditionnelle photo de groupe.

3. Organisation de la Réunion

3.1. Election du Président et des Rapporteurs :

[11] Le Professeur KALONDJI Adrien de la Faculté des sciences agronomiques de l'Université de Kinshasa, RDC) a été choisi comme Président de la réunion par le pays hôte. Mme Saholy Nomenjanahary RAMILIARIJAONA (Madagascar) et Louisa Delfin Mutsa MAKUMBE (Zimbabwe) ont été élues rapporteurs pour la prise des notes respectivement en français et en anglais pour l'élaboration du rapport de l'atelier.

3.2. Adoption de l'agenda de réunion

[12] L'ordre du jour de la réunion a été adopté sans modifications

3.3. Liste des participants

[13] La liste des participants est jointe au rapport de l'atelier régional en Annexe 1.

4. Mises à jour sur la gouvernance et les questions stratégiques.

4.1. Mise à jour du Secrétariat de la CIPV sur les communications

[14] Les principaux points soulevés par cette présentation concernaient la stratégie de communication de la CIPV 2023-2030, les récentes étapes de communication, les publications, la nouvelle image de marque de la CIPV, la célébration de la Journée internationale de la santé des végétaux et la création du réseau de communication régional de la CIPV.

[15] La réunion a souligné la nécessité d'une meilleure coordination des informations sur les publications sociales et scientifiques élaborées au sein de la communauté de la CIPV.

4.2. Mise à jour du CN

[16] Les activités de 2023 et 2024 ont été présentées en mettant l'accent sur les projets de NIMP approuvés par le Comité des Normes (CN) pour consultation en 2024 et les principaux résultats des réunions du CN de novembre 2023 et mai 2024.

[17] Une partie contractante a souligné la nécessité pour le CN de fournir davantage de précisions entre les produits végétaux et les denrées alimentaires.

4.3. Mise à jour du CI

[18] Une présentation a été faite pour informer la région Afrique sur les principales activités du Comité de mise œuvre et de renforcement des capacités (CI) et sa contribution à la mise en œuvre de quatre des programmes de développement du cadre stratégique de la CIPV (2020-2030).

[19] Les participants ont été informés que la consultation régulière du site Web IPP (www.ippc.int) de la CIPV est le moyen privilégié pour être informé des activités de la CIPV ainsi que des appels à experts et autres contributions techniques demandées aux parties contractantes.

[20] La réunion a reconnu la nécessité pour les pays africains d'améliorer leur participation aux activités et aux appels de la CIPV.

5. Mise à jour sur les activités des groupes de discussion de la CPM.

5.1. Groupe de réflexion du CPM sur le changement climatique et les questions phytosanitaires

[21] L'objectif de ce groupe de discussion est d'élaborer et de mener des consultations sur le « Plan d'action de la CIPV sur les impacts du changement climatique sur la santé des végétaux ». L'AR pour l'Afrique a reconnu la nécessité d'intégrer le changement climatique comme l'un des éléments clés de la révision des NIMP.

5.2. Groupe de réflexion du CPM sur les conteneurs maritimes

[22] Les travaux menés par le Focus groupe ont été présentés en mettant l'accent sur la complexité du sujet et les différentes options discutées pour définir la manière appropriée d'avancer dans la gestion efficace des risques phytosanitaires associés aux conteneurs maritimes.

[23] Les Organisations Nationales de la Protection des Végétaux (ONPV) ont été invitées à inclure les conteneurs maritimes dans leur plan de travail national et ont souligné la nécessité de coopérer avec les exportateurs sur la propreté des conteneurs maritimes.

5.3. Groupe de discussion du CPM sur la fourniture sûre de nourriture et d'autres aides humanitaires (FGSA)

[24] Considérant que la fourniture sûre de nourriture et autres aides humanitaires pourrait amener des organismes nuisibles susceptibles d'avoir des impacts à moyen et long terme sur l'économie, l'environnement et les communautés, l'objectif de ce groupe de discussion est de définir des options sur la manière dont la communauté de la CIPV peut gérer les risques phytosanitaires associés à la fourniture de nourriture et d'autres aides humanitaires.

[25] Il a été conseillé aux pays africains de suivre de près les discussions de la CIPV en matière de fourniture de nourriture et d'autres aides humanitaires étant donné que certains d'entre eux bénéficient de l'aide humanitaire. Il a été noté que la question de l'utilisation de l'aide alimentaire comme semences pour restaurer les communautés affectées nécessite une attention particulière.

6. Procédures normatives et projets de normes envoyés pour consultation

6.1. Système de commentaires en ligne (OCS)

[26] Outre la formation OCS dispensée par le Secrétariat de la CIPV, une présentation sur l'OCS a été réalisée pour rafraîchir les connaissances et les compétences des participants. La présentation d'OCS a décrit les fonctionnalités de cet outil et une démonstration étape par étape sur la façon de naviguer à l'intérieur et de soumettre les commentaires.

[27] La discussion a mis en évidence la nécessité d'améliorer considérablement la participation des pays africains à la consultation de la CIPV.

[28] Les participants ont été invités à plaider au niveau de l'ONPV (y compris le chef de l'ONPV) sur l'importance de la consultation nationale et à leur retour dans leurs pays respectifs pour organiser une réunion à cet effet.

- [29] Les participants ont également convenu qu'il fallait améliorer la collaboration entre les ONPV grâce à un meilleur réseautage et que des solutions plus pratiques et pragmatiques devraient être identifiées au niveau national pour améliorer la contribution au processus d'établissement de normes.

6.2. Processus d'élaboration des normes

- [30] La vidéo représentant les principales étapes de la procédure d'élaboration des normes IPPC a été diffusée. La vidéo est disponible sur le lien suivant : <https://www.youtube.com/watch?v=W8zciLFG--8>

6.3. Projet de NIMP dans le cadre de la 1ère consultation : projet d'annexe Inspection au champ (2021-018) à la NIMP 23 (Directives pour l'inspection)

- [31] Cette annexe décrit les inspections au champ concernant les plantes produites pour le commerce international et fournit les exigences relatives aux inspections au champ qui sont menées par ou pour le compte d'une ONPV en tant que mesure phytosanitaire autonome, en tant que composante d'une approche systémique, ou dans le cadre d'une combinaison avec une ou plusieurs autres mesures, pour vérifier la conformité aux exigences phytosanitaires.

- [32] Les participants ont discuté et convenu des commentaires suivants :

a) Différents points de vue ont été exprimés au cas où l'inspection au champ devait être rendue obligatoire dans l'annexe de la NIMP 23. Compte tenu des limites des capacités et des ressources, le consensus a été de mettre en œuvre une inspection sur la base des exigences d'importation et des résultats de l'analyse des risques phytosanitaires.

b) Les pays ont demandé que des directives d'échantillonnage pour l'inspection sur le terrain soient recommandées afin d'harmoniser les activités d'inspection à l'instar des méthodes d'échantillonnage des envois consignés dans la NIMP 31

c) Supprimer la deuxième partie de la phrase Section 1 : principe de l'inspection sur le terrain Paragraphe 2 : "Le terme « ravageur » peut faire référence à une seule espèce ou à plusieurs espèces » expliquant le ravageur des plantes et éviter ainsi d'avoir une nouvelle définition non conforme à la NIMP 5.

d) Que le CN réexamine si « biologie » de l'organisme nuisible pourrait être remplacé par « bio écologie » dans la section 5. Autres considérations pour l'inspection sur le terrain.

6.4. Projet de NIMP en cours de 1ère consultation : Projet de révision de la NIMP 26 (Établissement de zones exemptes de mouches des fruits (Tephritidae)) (2021-010)

- [33] Le champ d'application précise à quoi la norme ne devrait pas s'appliquer. Si un pays a déclaré l'absence d'une mouche des fruits dans une zone conformément à la NIMP 8 (Détermination du statut d'un organisme nuisible dans une zone), l'établissement et le maintien d'une PFA conformément à cette norme ne devraient pas être exigés par les pays importateurs, sauf s'il existe justification technique.

- [34] Les participants ont discuté et convenu des commentaires suivants :

a) La section 7.1 a approuvé la proposition d'une annexe contenant des informations sur la manière d'examiner une femelle pour déterminer l'insémination ou une explication sur la manière d'évaluer cela.

b) La section 7.2 approuve la proposition de suppression de ces critères, car la détermination d'une origine fiable de l'espèce de mouche des fruits dépendrait d'une analyse complète de la structure génétique de la population de la mouche des fruits cible dans toute son aire de répartition.

c) La section 2.3 a accepté la proposition de remplacement par une récolte totale et une élimination ou un traitement approprié du matériel hôte avant son retrait.

d) La section 2.3 a convenu d'une proposition d'ajout de mesures, car les mesures énumérées devraient s'exclure mutuellement. Les mesures peuvent inclure :

- Traitement phytosanitaire des lots hôtes destinés à l'exportation
- Annulation des envois de produits d'accueil en provenance de la zone touchée
- Désinfestation des hôtes
- Opération de barrages routiers pour empêcher le mouvement des produits hôtes infestés de la zone touchée vers le reste de la zone exempte de mouches des fruits.
- Piégeage supplémentaire pour assurer l'absence de mouches des fruits

6.5. Projet de spécification pour les NIMP en cours de consultation : Projet de spécification sur la révision du projet de NIMP réorganisée pour l'analyse du risque phytosanitaire (2023-037)

[35] La NIMP entièrement révisée et réorganisée devrait définir les principes et exigences fondamentaux de l'ARP : déterminer si un organisme est un organisme nuisible et évaluer le risque d'introduction et les conséquences dans le cadre de la CIPV.

[36] Les participants ont discuté et convenu des commentaires suivants :

- a) Il convient de préciser dans le document que ces exigences s'appliquent uniquement aux organismes de quarantaine en lieu et place d'« organismes nuisibles réglementés » qui prend en compte les organismes nuisibles réglementés non de quarantaine traités dans la NIMP 21.
- b) Dans la justification de l'ARP, elle permet de définir le ravageur et les conditions.
- c) Reconsidérer l'utilisation de « devrait » dans cette norme pour éviter toute confusion dans les versions traduites.
- d) Les experts qui seront impliqués dans le groupe de travail ne devront pas appartenir à l'organisation citée.

6.6. Projet de spécification pour la fourniture sûre de nourriture et d'autres aides humanitaires (2021-020)

[37] Le projet de spécification décrit la portée de la NIMP proposée. La NIMP devrait fournir des orientations pour les ONPV des pays donateurs, de transit ou bénéficiaires sur la sécurité du mouvement de l'aide.

[38] Les participants ont discuté et convenu des commentaires suivants :

- a) Le CN a été invité à reconsidérer l'applicabilité de cette norme dans certaines situations telles que la guerre civile
- b) Le groupe de rédaction a été invité a doit fournir des orientations supplémentaires pour mener à bien la certification phytosanitaire en cas d'urgence.
- c) Les participants ont souligné la nécessité d'impliquer les parties prenantes des donateurs d'aide humanitaire, des ONG, du PAM, de la FAO, etc. dans le processus d'examen du projet de NIMP.
- d) Le CN a été invité a réviser la version française de la tâche 7 pour assurer la cohérence avec la version anglaise
- e) Les participants ont été a sensibiliser l'autorité politique aux risques liés à l'aide humanitaire, en particulier lorsque l'ONPV n'est pas associée à la gestion de l'urgence et de l'aide humanitaire.

[39] Les pays ont été fortement invités à soumettre leurs commentaires sur les projets de NIMP dans OCS avant la fin de la période de consultation (30 septembre), permettant ainsi à leurs opinions et préoccupations d'être prises en compte lors de l'examen de la version de la norme qui sera ensuite adoptée par la CMP.

7. Mise en œuvre et sensibilisation dans le cadre des activités FAO/ORPV

7.1. Efforts de collaboration pour lutter contre les ravageurs transfrontaliers des plantes dans la région de l'Afrique australe : principales réalisations et enseignements tirés

- [40] La présentation a mis en évidence le développement de systèmes et de capacités régionaux pour la détection précoce, l'identification précise ainsi que la gestion efficace, durable et coordonnée de ces ravageurs dans les 16 États membres de la SADC. Elle a été soutenue par le projet financé par l'UE « Soutien à l'opérationnalisation Politique Agricole Régionale (STOSAR) de la SADC ainsi que les principales réalisations.
- [41] La FAO-SFS a partagé avec les participants les principales réalisations et leçons apprises dans la mise en œuvre des trois composantes Santé des Plantes du projet :
- Stratégies régionales harmonisées de contrôle et de gestion des ravageurs et des maladies transfrontalières des cultures.
 - Contrôle et gestion coordonnés des ravageurs et maladies transfrontaliers des plantes au niveau régional.
 - Renforcement des capacités de lutte contre les ravageurs et les maladies des plantes aux niveaux régional et national

7.2. Programme phytosanitaire africain (PPA) : mise à jour

- [42] La présentation a décrit la mise en œuvre du Programme phytosanitaire africain (PPA) (<https://www.ippc.int/en/about-app/>) dont les principaux objectifs visent à fournir aux ONPV la capacité d'intervenir efficacement et en temps opportun pour lutter contre les organismes nuisibles d'importance réglementaire, économique et environnementale.
- [43] Le PPA, qui a débuté en 2023, soutient et renforce actuellement les capacités de 11 pays africains pilotes à effectuer une surveillance proactive des organismes nuisibles des plantes, une identification et un diagnostic opportuns et adéquats des ravageurs et une collecte, un stockage et une analyse efficaces des données sur les organismes nuisibles.

7.3. Mise en œuvre du PPA dans les pays pilotes - cas du Kenya

- [44] KEPHIS, l'ONPV du Kenya, l'un des pays pilotes du PPA, a présenté les principales composantes du plan de travail opérationnel de PPA du Kenya. Cette présentation a permis d'apprécier les activités menées dans le cadre du PPA pour la surveillance des ravageurs prioritaires pour le Kenya dans la mise en œuvre de du PPA en phase pilote (Banana Bunchy Top Virus, *Fusarium oxysporum f.sp. cubense* Tropical Race 4 et *Xyllela fastidiosa*) ainsi que les défis liés à la mobilisation des ressources pour soutenir les formations, la collecte de données sur le terrain et les diagnostics de laboratoire.

7.4. Mise en œuvre du PPA dans les pays pilotes - cas du Mali

- [45] L'Office de la Protection des Plantes du Mali a présenté les activités mises en œuvre dans le cadre du PPA et a partagé ses expériences sur la manière dont ce programme a rehaussé le profil de l'ONPV au niveau national. Le Mali a élaboré un plan opérationnel quinquennal doté d'un budget pour œuvrer au développement et à la mise en œuvre d'un système phytosanitaire dynamique pour qu'il soit capable d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les moyens de subsistance et le commerce ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme de financement durable des activités de protection des végétaux.

7.5. Harmonisation du cadre juridique phytosanitaire en Afrique centrale

- [46] Le PRASAC a partagé des informations sur le projet STDF qui vise à mettre en œuvre des modules sélectionnés de l'outil d'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) de la CIPV dans les six États

bénéficiaires de la CEMAC¹ et pour mettre à jour les cadres législatifs phytosanitaires nationaux grâce à une réglementation harmonisée au niveau sous- régional.

- [47] L'effet direct visé par ce projet est l'harmonisation et le renforcement du cadre juridique et institutionnel ainsi que des capacités de lutte antiparasitaire des États de la CEMAC dans le domaine phytosanitaire pour faciliter les échanges de produits agricoles et de participer pleinement au cadre international de protection des végétaux.

7.6. Fusarium TR4 en Afrique

- [48] La présentation a souligné le travail important mené par l'Université de Stellenbosch pour accroître les connaissances sur la fusarium TR4 et renforcer les capacités d'identification et de surveillance de cette maladie fongique. Cette présentation a détaillé l'impact économique et social du TR4, l'état de la propagation et les données sur les sensibilités des différentes variétés de bananiers cultivés.
- [49] La discussion a précisé que l'Université a étudié le génome pour déterminer l'origine du pathogène, et c'est l'analyse qui a été réalisée à Mayotte et au Mozambique pour déterminer l'origine de l'organisme nuisible et le lien de propagation.
- [50] L'absence de propagation observée dans certaines régions n'est pas toujours due à un résultat TR4 négatif des enquêtes mais à l'absence de surveillance, le plus important est donc d'effectuer une surveillance régulière. Les statistiques de FAOSTAT ne sont pas toujours précises, mais ces données sont utilisées pour déterminer les zones importantes de production de bananes et où concentrer les études.
- [51] Plusieurs formations ont été organisées au profit du personnel de l'ONPV en Afrique. Toutefois, les ONPV doivent communiquer entre elles pour améliorer l'échange d'expertise.
- [52] Les pays ont été informés que l'introduction d'organismes nuisibles n'est pas inévitable et que des solutions alternatives sont possibles, par exemple l'utilisation de variétés résistantes, des activités de surveillance efficaces et la collaboration avec l'industrie pour réduire les risques d'introduction.

7.7. Appel à thèmes

- [53] La présentation a partagé les principaux résultats de l'appel à thèmes 2023 et a rappelé aux participants que l'appel à thèmes pour les normes et la mise en œuvre est ouvert tous les deux ans pour aborder le problème phytosanitaire d'importance mondiale.
- [54] Il s'agit de la principale opportunité pour les contractants de la CIPV de soumettre des sujets à examiner par le Comité des normes pour l'élaboration de futures normes. La présentation a également souligné comment l'utilisation de la soumission en ligne permet de rationaliser le processus.
- [55] Les pays africains ont été invités à préparer l'appel à sujets 2025 en impliquant les institutions techniques et scientifiques liées à la santé des plantes et les parties prenantes nationales, à coordonner au niveau régional CPI de l'UA et à inviter les représentants africains au CI et au CN à soutenir la préparation des propositions de sujets des parties contractantes africaines.

8. Collaboration et partenariat

8.1. Digitalisation agricole pour les contingences stratégiques des maladies virales du manioc en RDC

- [56] La présentation de l'IITA a mis en évidence la manière dont les applications mobiles de diagnostic des maladies sont utilisées pour vérifier la présence, l'absence ou la quantification d'agents pathogènes ainsi

¹ Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale

que l'importance de la numérisation en agriculture avec le cas pratique de la maladie des striures brunes du manioc en RDC.

- [57] La discussion a soulevé la nécessité de renforcer la sensibilisation afin de lutter sérieusement contre l'introduction et la propagation des ravageurs des plantes avec le soutien des outils numériques.

8.2. CONAPAC

- [58] La CONAPAC (Confédération Nationale des Agriculteurs du Congo) est une plateforme nationale qui regroupe les fédérations provinciales des producteurs agricoles de la RDC, qui regroupent plus de 500 000 ménages représentant les agriculteurs de 26 provinces. La plateforme a plaidé sur la nécessité de prendre en compte les normes au niveau des agriculteurs et de mettre en œuvre les normes de production et de transformation agricoles.

- [59] Au niveau des agriculteurs, la CONAPAC a noté que l'alerte aux organismes nuisibles est une préoccupation car les outils et les ressources ne sont pas disponibles pour lutter contre les organismes nuisibles des plantes tels que les mouches des fruits.

8.3. COPAGEL

- [60] Coopérative agricole pour accompagner les agriculteurs dans la chaîne de valeur des semences, maïs, riz, soja et production et transformation de 2000ha de maïs et légumes. Cette organisation favorise l'interpénétration agricole et soutient les agriculteurs confrontés à l'achèvement des mines et à la pollution minière, aux défis des routes rurales sans accès aux prêts bancaires.

8.4. COREP

- [61] Le COREP est un comité national qui contribue à sensibiliser à la résistance aux antimicrobiens (RAM) et aux risques associés à la surutilisation des pesticides. La présentation a mis en évidence la relation cyclique entre l'utilisation chez les animaux, les végétaux et chez les humains à travers l'alimentation et l'eau, mettant en avant l'approche Une seule Santé.
- [62] Le COREP a souligné le rôle clé de la sensibilisation des agriculteurs à la RAM sur l'utilisation des pesticides en agriculture pour gérer les produits antimicrobiens, l'homme étant l'utilisateur final de tous ces produits.

8.5. Médecins Du Monde (MDM)

- [63] Organisation médicale internationale travaillant sur l'approche Une seule Santé pour influencer positivement la santé humaine et se concentrant sur l'utilisation de pesticides en horticulture.
- [64] Des efforts sont également déployés pour évaluer l'impact de l'utilisation de pesticides sur l'horticulture et fournir des soins médicaux aux agriculteurs et à leurs familles. L'organisation MDM milite également pour la sécurisation des terres des horticulteurs, constamment menacées par l'expansion urbaine.

8.6. Activités de l'ONPV de la RDC

- [65] L'ONPV de la RDC a partagé avec ses homologues africaines, sa structure et ses principales missions dans la protection des plantes et la contribution à un commerce sain. Cette présentation a également mis en avant le plan d'action opérationnel national dans le cadre de l'APP ainsi que les activités de surveillance des 5 ravageurs sélectionnés pour la phase pilote.
- [66] Le pays hôte a terminé la présentation des partenaires en appréciant l'opportunité qui lui a été donnée de présenter ses partenaires, car ils jouent également un rôle important dans l'établissement de normes. Il est reconnaissant pour leur engagement personnel à venir apprécier l'établissement de normes. Cela se traduit par leur engagement à se financer eux-mêmes et par leur provenance de pays très lointains. L'ONPV de la RDC a encouragé les autres ONPV à impliquer les parties prenantes dans leurs engagements.

9. Mise en œuvre de la CIPV : passer ensemble des idées à l'action

9.1. La solution ePhyto IPPC

- [67] L'ePhyto de la CIPV est l'abréviation de « certificat phytosanitaire électronique », qui est l'équivalent électronique d'un certificat papier. En termes simples, il s'agit des données contenues dans un certificat phytosanitaire sous forme numérique et conformes à la NIMP 12. La présentation a mis en évidence les avantages d'ePhyto par rapport aux certificats papier ainsi que l'évolution croissante du commerce d'ePhyto et des pays enregistrés dans le monde.
- [68] La discussion a soulevé la nécessité pour davantage de pays africains de rejoindre la solution ePhyto et pour le Secrétariat de la CIPV, lors des discussions sur le modèle de financement durable, de continuer à fournir davantage d'informations et de formations sur ePhyto.

9.2. Nouveaux guides de la CIPV et cours d'apprentissage en ligne

- [69] Les guides de la CIPV, les cours d'apprentissage en ligne et les kits de formation fournissent des informations pour soutenir les ONPV dans leur travail de mise en œuvre de la CIPV, des NIMP et des recommandations de la CMP en soutenant l'élaboration de stratégies, politiques, législations, POS, manuels et programmes de formation nationaux en élaborant des capacités phytosanitaires.
- [70] Récemment, l'IPPC a publié les ressources suivantes :
- Cours en ligne sur les obligations nationales de déclaration
 - Cours en ligne sur la surveillance et la détermination du statut des organismes nuisibles
 - Participation à la Commission des mesures phytosanitaires de la Convention internationale pour la protection des végétaux
 - Commerce électronique : un guide pour gérer le risque phytosanitaire posé par les marchandises commandées en ligne et distribuées par les voies postales et de messagerie
 - Réglementation des matériaux d'emballage en bois : Comprendre les exigences phytosanitaires pour le mouvement des matériaux d'emballage en bois dans le commerce international
 - Préparation aux situations d'urgence : guide pour l'élaboration de plans d'urgence en cas d'apparition d'organismes de quarantaine
 - Lignes directrices en matière de prévention, de préparation et d'intervention contre le Fusarium Tropical Race 4 (TR4) du bananier

- [71] Toutes ces ressources de formation sont disponibles gratuitement sur le site Internet de la CIPV : <https://www.ippc.int/en/about/core-activities/capacity-development/guides-and-training-materials/>

9.3. Mise à jour sur la coordination mondiale TR4

- [72] Cette présentation a donné un aperçu du rôle lié aux activités attribué par la CPM-17 (2023) au Secrétariat de la CIPV pour coordonner l'action mondiale contre la race tropicale 4 du Fusarium (TR4).
- [73] Pour assurer efficacement cette coordination, le Secrétariat de la CIPV travaille à l'élaboration d'un plan de mobilisation des ressources car il n'y a actuellement aucun fonds disponible pour ce programme et au développement de partenariats public-privé pour faire progresser la coordination mondiale du TR4, comme l'a demandé la communauté de la CIPV.

9.4. Guide du commerce électronique pour les végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés dans le commerce international

- [74] L'objectif était de présenter la nouvelle étude de l'Observatoire IPPC sur le commerce électronique. Cette étude est menée à un moment important alors que le commerce électronique a connu une croissance exponentielle au cours de la dernière décennie, ce qui a eu un impact significatif sur le commerce mondial.
- [75] Les pays ont été invités à collaborer avec les services et institutions concernés associés au niveau national au commerce électronique des végétaux et de produits végétaux et à répondre à l'enquête d'ici fin octobre 2024.
- [76] Pour plus d'informations sur le commerce électronique, les participants ont été invités à regarder la vidéo sur le commerce électronique : <https://www.youtube.com/watch?v=XDEaNfAZ2sM> et à lire le Guide du commerce électronique de la CIPV : <https://doi.org/10.4060/cc8209en>

9.5. Évaluations des capacités phytosanitaires (ECP) et derniers développements

- [77] La définition, la procédure, les conditions d'accès et les avantages de l'évaluation des capacités phytosanitaires de la CIPV ont été clarifiés aux participants.
- [78] Les modules PCE ainsi que les principaux résultats de l'étude de modernisation du PCE ont été présentés en mettant l'accent sur leur contribution à la stratégie PCE 2020-2030 et ses 6 domaines de résultats clés.

9.6. Normes de produits de la CIPV

- [79] La présentation a fourni davantage d'informations sur l'objectif des normes de produits, qui visent à soutenir l'élaboration d'exigences phytosanitaires à l'importation qui sont techniquement justifiées et facilitent un commerce sûr.
- [80] Les prochaines étapes clés de cette norme sont :
- Un webinaire sur les normes de produits IPPC (1er trimestre 2025)
 - Premier projet de norme de produit provisoire présenté pour adoption : la première norme spécifique à un produit au titre de la NIMP 46 : projet d'annexe sur le mouvement international des mangues (*Mangifera indica*) à la NIMP 46 (Normes spécifiques à des produits pour les mesures phytosanitaires)
 - Deuxième projet provisoire de norme de produits présenté pour la première consultation : *en attendant l'appel à matériel d'information et les réunions du TPCS*

9.7. Obligations nationales de déclaration

- [81] L'objectif de cette présentation était de rappeler aux pays leurs engagements en tant que parties contractantes à la CIPV. La raison d'être des NRO est de garantir qu'un minimum d'informations phytosanitaires officielles soit disponible pour garantir la sécurité des échanges commerciaux, sauvegarder la sécurité alimentaire et protéger l'environnement contre les ravageurs des plantes.
- [82] Cette discussion a été l'occasion de faire prendre conscience que le Point de contact officiel (PCO) est chargé de maintenir à jour les informations de son pays sur le PPI. Les formulaires de candidature doivent être soumis au Secrétariat de la CIPV. Une fois nommé, le PCO a accès au PPI ainsi que les droits d'édition pour télécharger et mettre à jour tous les rapports requis.
- [83] Outre les sept obligations publiques, les parties contractantes doivent remplir les obligations bilatérales, ce qui signifie que toutes les PC doivent mettre à disposition des informations lorsqu'elles sont requises par une autre PC. Toutes les PC ont le droit de demander ces informations.

10. Activités sur le terrain

- [84] L'ONPV de la RDC a proposé aux participants une visite de terrain dans des exploitations agricoles pour observer les stratégies et les systèmes de gestion des ravageurs des plantes tels que les mouches des fruits et *Tuta absoluta*.
- [85] L'activité de terrain a donc été l'occasion pour les participants d'observer et de discuter avec les gestionnaires de la ferme agricole DAIPN sur les maladies telles que *Tuta absoluta* et le flétrissement bactérien rencontrées dans la production de tomates en serre. Cette visite leur a également permis de constater les difficultés causées par la mouche des fruits sur la mangue.



11. Conclusion de l'atelier

- [86] Le Président a fait des observations générales sur la tenue de la réunion et a exprimé son appréciation de la qualité des discussions et a souligné les contributions significatives des intervenants, y compris des parties prenantes invitées. Il a ensuite présenté le programme de la séance de clôture de l'atelier régional.

12. Evaluation de l'atelier

- [87] Les participants ont été invités à fournir en ligne leurs commentaires sur la préparation et l'organisation de l'atelier régional afin d'améliorer le futur atelier régional de la CIPV. Le lien vers l'enquête a été partagé par e-mail et WhatsApp aux participants à la réunion. : https://forms.office.com/pages/responsepage.aspx?id=aMQ6Frir0ESB_dnbFeOvliikqx5SIhCm-4MbcqocZIUNFhBM0s2TVNQQUU1WlhZVE5VNzhZMIJYUS4u

13. Dates et lieu du prochain atelier régional

- [88] Après discussion et délibérations, les participants ont convenu que la date de l'atelier régional de la CIPV en 2025 a été fixée du **26 au 29 août**.
- [89] Les participants ont approuvé que le pays hôte de l'atelier régional de la CIPV pour l'Afrique en août 2025 soit la **République du Congo** (Brazzaville) comme option 1 et les Comores comme option 2 au cas où l'option 1 ne serait pas en mesure d'accueillir la réunion.
- [90] La République du Congo est cordialement invitée à lancer les préparatifs en collaboration avec la CIPV, le CPI et la FAO le plus tôt possible afin d'identifier à l'avance les opportunités et les défis possibles.

14. Adoption du rapport

- [91] Comme d'habitude, l'un des rapporteurs a présenté les principales décisions et recommandations de l'atelier à la plénière pour discussion et approbation.
- [92] Les participants ont formulé les recommandations suivantes :

Aux parties contractantes de la CIPV

- 1) L'atelier a pris note des réalisations du CN et de IC et a invité les pays à contacter les représentants de l'Afrique au sein de ces organes afin d'obtenir plus d'informations sur leurs activités et ainsi mieux maîtriser les questions relatives au plan de travail du CN et de IC.
- 2) Les représentants de l'Afrique au CN et au IC ont été priés de mieux coordonner la communication et l'information de leurs comités respectifs aux parties contractantes, de partager régulièrement les principaux résultats des réunions de CN et de IC et d'assurer une coordination efficace avant et pendant la période de consultation dans la région Afrique.
- 3) Les participants ont été vivement invités à s'abonner aux dernières actualités de la CIPV et au bulletin d'information de la CIPV, à contribuer aux travaux des différents comités et groupes de travail de la CIPV et à postuler aux appels à experts.
- 4) Les pays ont été invités à réviser leur législation phytosanitaire nationale avec des outils tels que le module 2 du PCE pour renforcer les missions des inspecteurs phytosanitaires au regard de la loi et mettre en place des dispositions légales pour permettre aux inspecteurs d'être assermentés.
- 5) Les parties contractantes ont été invitées à collaborer étroitement avec les donateurs d'aide alimentaire et humanitaire pour atténuer les risques phytosanitaires associés aux dons de végétaux et de produits végétaux.
- 6) Les responsables des ONPV ont été vivement invités à ne pas « limiter » les activités de l'ONPV à la seule responsabilité du point de contact officiel de la CIPV, mais à attribuer certaines tâches de l'ONPV à différents membres du personnel en veillant à ce que les informations de la CIPV soient reçues et mises en œuvre en temps voulu en s'assurant que le personnel autorisé ait accès au compte OCS.
- 7) Les ONPV ont été invitées à mettre en place au niveau national un mécanisme approprié permettant aux parties prenantes nationales d'apporter leurs contributions aux projets de spécifications et aux projets de normes pendant la période de consultation qui commence le 1^{er} juillet et de veiller à ce que les commentaires soumis soient l'expression d'un consensus avec les acteurs nationaux et non l'avis du seul point de contact de la CIPV.
- 8) Les pays ont été invités à conduire l'ECP pour identifier les faiblesses de leur système phytosanitaire national et évaluer leur niveau de mise en œuvre de la CIPV et des NIMP adoptées.
- 9) Les pays ont été invités à se mettre en relation avec l'Université de Stellenbosch pour identifier les opportunités de formation du personnel afin de mener une surveillance régulière du Fusarium FocTR4.

Au Secrétariat de la CIPV.

- 10) Les participants ont recommandé au Secrétariat de la CIPV, en plus des médias sociaux, de promouvoir la cartographie épidémiologique sur l'émergence des différents nuisibles comme un outil de communication sur les questions liées à la santé des végétaux.
- 11) La réunion a convenu que le Secrétaire de la CIPV pourrait envoyer une lettre chaque année aux Ministres en charge de la protection des végétaux pour leur rappeler les principaux délais et

engagements attendus de l'ONPV, y compris la soumission de commentaires pendant la période de consultation.

- 12) Les participants ont recommandé que le mandat du groupe de réflexion sur les conteneurs maritimes soit prolongé pour poursuivre cet important travail.
- 13) La réunion a convenu que les solutions pour gérer le risque associé aux conteneurs maritimes doivent être pratiques, efficaces et rentables, ainsi que respectueuses de l'environnement et de la santé humaine.
- 14) La réunion a noté la volonté du CPAC de soutenir techniquement et financièrement la participation des pays de la CEMAC aux futurs ateliers régionaux de la CIPV et l'en a remercié vivement.
- 15) De nombreux pays ont exprimé leur intérêt à rejoindre la solution ephyto de la CIPV (comme la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Burundi, le Mozambique, la Mauritanie...) et ont demandé un soutien, des conseils et des formations du Secrétariat de la CIPV à cet effet. Les participants ont également souligné la nécessité de sensibiliser les décideurs et les politiciens à la solution ePhyto.

Au CPI-UA

- 16) Il a été demandé au CPI-UA de faire un suivi auprès des pays dès l'ouverture de la consultation le 1^{er} juillet pour leur rappeler de soumettre des commentaires dans l'OCS.
- 17) Il a été demandé au CPI-UA de garantir à l'avance chaque année les ressources nécessaires pour soutenir la participation des pays africains et la préparation du pays hôte à l'organisation de l'atelier régional de CIPV pour l'Afrique.
- 18) Une initiative régionale devrait être lancée pour organiser une formation en présentiel sur l'OCS pour le personnel des ONPV impliqués dans la soumission des commentaires dans l'OCS.
- 19) Les participants ont recommandé qu'un programme de formation au renforcement des capacités sur l'identification des symptômes des organismes nuisibles des plantes soit élaboré et mis en œuvre.

[93] Le rapport final sera envoyé aux participants en français et en anglais pour examen et commentaires, puis les versions révisées seront publiées sur le site Web de la CIPV.

15. Clôture de l'atelier

[94] Au terme des quatre jours de travail de l'atelier régional, Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire a personnellement remercié les participants d'avoir pris part aux travaux de l'atelier régional malgré le contexte sanitaire mondial difficile. Il a exprimé son appréciation pour la qualité des échanges avec l'espoir que les normes révisées contribueront à renforcer les systèmes phytosanitaires nationaux et régionaux avec un impact sur la production et la sécurité alimentaire.

[95] Le Ministre a tenu à réaffirmer que la RDC ne ménagera aucun effort pour mettre en œuvre les différentes innovations afin de redynamiser la production agricole et mieux assurer la sécurité alimentaire en lien avec la politique nationale qui vise à faire de l'agriculture le fer de lance contre la pauvreté.

[96] Le Ministre a également voulu alerter la communauté phytosanitaire sur l'agression subie par son pays, la République Démocratique du Congo à l'Est qui fait de nombreuses victimes innocentes avec un impact direct sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en RDC.

[97] Il a souhaité aux délégués un bon retour dans leurs pays respectifs et a clôturé les sessions de l'atelier régional 2024 de la CIPV pour l'Afrique.

[98] Cette cérémonie de clôture a également été l'occasion de la livraison symbolique à la RDC des outils numériques du programme phytosanitaire Afrique.



Appendix 1 : Liste des participants

N°	Country / Organization	Name of participant	Fonction/ adresse
1	Chad	OKALA née Neloumta MADIBE	Directrice adjointe de la PV
2	Mauritania	Khattar BREIKA	Chef de service
3	Sierra Leone	Sulaiman SANKOH	NPPO/ Senior Agric. Officer (DPV/MASA/RIM
4	Central African Republic	Jocelin Parfait BAKONDJA	Directeur de la protection des végétaux (DPV/MADR)
5	Madagascar	Saholy Nomenjanahary RAMILIARIJAONA	Directeur de la PV/ MinAE
6	Malawi	David KAMANGIRA	Senior Deputy Director
7	Lesotho	Motlatsi Solomon MOLATELA	Lesotho
8	Guinea Bissau	Luis Antonio TAVARES	IPPC/ Cont Point
9	Mali	Halidou MOHOMODOU	IPPC/ Directeur Général/PV
10	Cameroon	Edouard NYA	IPPC/ Chef laboratoire nat. Analys Diag/ MINADER
11	Senegal	Papa Massar FALL	IPPC/ Responsable de la quarantaine (DPV)
12	Zambia	Diana Kapungwe MAPULANGA	SPHI
13	Zimbabwe	Louisa Delfin Mutsa MAKUMBE	NPPO/ Acting Head
14	Mozambique	Afonso SITOLE	Mozambique
15	Kenya	Florence Mutave MUNGUTI	Deputy Director Kephis Kenya
16	Burundi	Goreth ITANGISHAKA	Directeur de la DVP Burundi
17	Cote d'Ivoire	N'guessan Gaston KOUASSI	Chef de service des contrôles phytosanitaires (DPVCQ),
18	IC	Lucien KOUAME KONAN	Inspecteur/ Minist. Agri
19	Comoros	Issa Mze HASSANI	Chef du départ. DSPU
20	IC	Faith NDUNGE	Deputy Director IC Member
21	SC	Prudence Tonator ATTIPOE	SC member
22	FAO-SFS	Peter CHINWADA	Expert FAO
23	USDA	Andrea LOCKETT	Agricultural attache (USDA/APHIS)
24	South Africa	Mostert GLAUDINA	Chercheur/Stellenbosch University
25	IPPC secretariat	Emmanuel Plarhar KRAH	FAO Consultant
26	IPPC Secretariat	Descartes KOUMBA MOUENDOU	Agricultural officer FAO HQ Rome, Italy
27	Gabon	EMBINGA ENGANDJI Eric	Conseiller DG AGASA
28	Gabon	BIKET MEBIAME Shella	Directeur/ Evaluation des risque/ AGASA/MAEP)
29	PRASAC	ONDO-AZI Alain Serge	CSPV/ PRASAC/CEMAC
30	CPAC	Jeannot Ghislain MBOUROU	Directeur CPAC/CEMAC
31	RD Congo	Noelly MANTANTU	Communication SG/MINAGRI
32	RD Congo	Divin TENGE TENGE	Consultant/ Médecins du Monde
33	RD Congo	Aimé NKUNKU	Directeur/ Programme Nat. Santé au travail (Min Santé)
34	RD Congo	Clément TENGE TENGE	Expert CD/ MINIDER
35	RD Congo	NABAMI NYEMBO Lydiane	PCA/ COOPAGEL
36	RD Congo	Doris EKOTA	MINAGRI
37	RD Congo	LONYOKOLA LIKAKA	DPTV/ AGI
38	RD Congo	MBOMBO SABWE Noella	Protocol / Sec Général/ MINAGRI
39	RD Congo	Joseph MATABARO	Chercheur/ MINAGRI
40	RD Congo	ILUMU NTAKU Jean	Direction Ago Industries/ DAI
41	RD Congo	MBOMA MBACKALA	Expert / MINAGRI
42	RD Congo	KABALA Godefroid	Expert / DPROTV

43	RD Congo	MAMBA MAMBA DAMAS	Directeur /DPROTV
44	RD Congo	Guy BUKASA MUSASA	Expert PRODAN
45	RD Congo	TSHISAMBU MAMBA	Délégué/ NPPO
46	RD Congo	Clerisse CABINGA	Plant Patologiste/ IITA
47	RD Congo	MAMBA THAMBO Reddy	Inspecteur/ Phytosanitaire (ONPV)
48	RD Congo	Justin CIGUGI	Chef de division (DPROV)
49	RD Congo	MUAMBA MUBILAY Stephane	Inspecteur (ONPV)
50	RD Congo	KAMBALA MALANGU Guy	Chef de Bureau - DPROTV
51	RD Congo	MOSELI EPEPISA Constant	Chef de Bureau - Surveillance Phytosanitaire (CPROTV)
52	RD Congo	TEBILA KIAKU	Chef de division (DPROTV)
53	RD Congo	NZAJI LUPELEKESE Benoit	Directeur/ MINAGRI- PNR
54	RD Congo	TSHIAMANINA NINA	Inspecteur ONPV
55	RD Congo	MULABA MPOYO JP	Directeur PROTV
56	RD Congo	BUSHABU BOPE Gauthier	Chef de Bureau DPROV
57	RD Congo	TALAMAKU DIMASWALA	Expert DEP
58	RD Congo	LUMANGI KAMBAMBA Michel	ATB1/ DATAME (Agriculture)
59	RD Congo	TCHILOLO GINA	Directeur /PNBC
60	RD Congo	KIKONGO MAJIYA Germaine	Chef de Bureau/ DPROTV
61	RD Congo	Christine META	Assistant Admin/HR- FAORDC
62	RD Congo	MABOBI Andrice	Presse MINAGRI
63	RD Congo	SAKASAKA Francine	Protocole / Sec Général/ MINAGRI
64	RD Congo	MOUDOUDOU Jean Blaise	Directeur Scientifique CPAC/ CEMAC
65	RD Congo	Daudet NDAMBI	Ir Agronome/ Fondation ANAV
66	RD Congo	MUHANI MUSEREMU Norbert	CD DANTIC/ MINAGRI
67	RD Congo	Fabrice MALUMBA	Project Manager/ Caritas Kinshasa
68	RD Congo	MAONEO NYABALINDA	Expert/ MINAGRI
69	RD Congo	Bernard BUYAMBA	CP AGRISA
70	RD Congo	SANGA KETA BENITA	Protocole / Sec Général/ MINAGRI
71	RD Congo	Gilbert TCHIMANGA	SB/ ANAPEX
72	RD Congo	Rosalie BYUMA	Présidente/ FEPPAKIN/ CONAPAC
73	RD Congo	Joel MUKENDI	Responsable de laboratoire/ Clinique des plantes

Appendix 2 : Agenda de l'Atelier Regional

No	Item	Presenter / Facilitator	Time (min.)	Document
Day 1 (Tuesday 20, August), morning / 8:30 AM participants registration				
Opening session : 9:00 am				
1	Opening of the Session		40	
1.1	Welcome remarks: <ul style="list-style-type: none"> - Welcome and facilitation - IPPC Secretariat - FAOR DRC - AU-IAPSC - Minister of Agriculture DRC - Group photo 	Damas Mamba Osama El- Lissy Aristide Ongone Sandrine Bayendi-Loudit H.E. Grégoire Mutshayi NPPO Communication		In-person Video In-person In-person In-person
2	Meeting Arrangements		15	
2.1	Election of the Chair and the Rapporteur	All	5	Chair /DRC Rapporteurs / AU
2.2	Adoption of the Agenda	All	10	Doc
3	Administrative Matters	FAO- DRC	25	
3.1	Participants list	Meta Christine	5	Doc
3.2	UNDSS Country security Briefing	Rayminor Odia	20	Presentation
4.	Updates on Governance and Strategic issues			
4.1	Governance and strategy (CPM, CPM Bureau)	Jan Venter	20	Presentation
4.2	Update from IPPC Secretariat on Communications (IDPH & Coms Networks)	Descartes Koumba	20	Presentation
4.3	Update from SC	Prudence Attipoe	20	Presentation
4.4	Update from IC	Lucien Kouame	20	Presentation
Day 1 (Tuesday 20, August), afternoon - 14:00- 17:00				
4.5	Getting In Touch About Strengthening Pest Outbreak and Response Systems (POARS)	Jan Venter	20	Presentation
4.6	Getting In Touch About CPM FG on Climate Change and Phytosanitary Issues	Faith Ndunge	20	Presentation

4.7	Getting In Touch About CPM FG on Sea Containers	Descartes Koumba	20	Presentation
4.8	Getting In Touch About CPM FG on Safe Provision of Food and Other Humanitarian Aid (FGSA) - Comments on the “safe aid pathway diagram”	Lucien Kouame	30	Presentation + comments
5	Section 1: Discuss substantive comments on draft standards and recommendations			
5.0	Online Comments System (OCS) training	Emmanuel Krah	60	Presentation and practice
5.1	The IPPC standard setting process in a nutshell Link to video	Emmanuel Krah	10	Presentation
Day 2 (Wednesday 21, August) morning 08:30-12:30				
5.2	Draft ISPM under 1 st Consultation: Draft annex Field inspection (2021-018) to ISPM 23 (Guidelines for inspection)	David Kamangira	50	Presentation and review of comments
5.3	Draft ISPM under 1 st Consultation: Draft revision of ISPM 26 (Establishment of pest free areas for fruit flies (Tephritidae)) (2021-010)	David Kamangira	50	Presentation and review of comments
5.4	Draft ISPM under 1 st Consultation: Draft on annex Design and use of systems approaches for phytosanitary certification of seeds (2018-009) to ISPM 38 (International movement of seeds)	Prudence Attipoe	40	Presentation and review of comments
5.5	Draft ISPM under 2 nd Consultation: Draft annex International Movement of Mango (<i>Mangifera indica</i>) Fruit (2021-011) to ISPM 46	Prudence Attipoe	40	Presentation and review of comments
5.6	Draft ISPM under 2 nd Consultation: Draft annex Use of systems approaches in managing the pest risks associated with the movement of wood (2015-004) to ISPM 39 (International movement of wood)	David Kamangira	30	Presentation and review of comments
Day 2 (Wednesday 21, August) afternoon 14:00- 17:00				
5.7	Draft Specification for ISPMs under consultation: - Draft specification on Revision of the draft reorganized pest risk analysis ISPM (2023-037)	Prudence Attipoe	40	Presentation and review of comments
5.8	Draft Specification for ISPMs under consultation: - Draft Specification for Safe provision of food and other humanitarian aid (2021-020)	Lucien Kouame	30	Presentation and review of comments
6	Section 2: Implementing and raising awareness in the framework of FAO/ RPPOs			
6.1	Regional FAO phytosanitary capacity development activities	Peter Chinwada	20	Presentation
6.2	Key plant health challenges in Southern Africa	Peter Chinwada	20	Presentation
6.3	AU- IAPSC activities in 2024	Sandrine Bayendi-Loudit	20	Presentation

6.4	Implementation of the Plant Health Strategy for Africa	Sandrine Bayendi-Loudit	20	Presentation + Doc
Day 3 (Thursday 22, August) morning 08:30-12:30				
6.5	Africa Phytosanitary Program (APP): Update	Descartes Koumba	20	Presentation
6.6	APP implementation in pilot countries - case of Kenya	Florence Munguti	20	Presentation
6.7	APP implementation in pilot countries - case of Mali	Halidou Mohomodou	20	Presentation
6.8	Harmonization of the phytosanitary legal framework in central Africa	Alain Ondo Azi	20	Presentation
6.9	Management of the Banana Fusarium TR4	Diane Mostert	20	
6.10	Phytosanitary Research Coordination project and survey	Joseph Mulema	20	
6.11	IPPC call for topics: lessons learned and future topic submissions	Emmanuel Krah	30	Presentation + Discussion future topics
6.12	NPPO of DRC and partnership and private sector 1. COPAGEL 2. CONAPAC 3. IFCO 4. INDIGO 5. MSF DRC 6. WFP CONGO 7. ENABEL		10 10 10 10 10 10 10	Brief presentations
Day 3 (Thursday 22, August), afternoon 14:30- 17:00				
6.13	Activities of the NPPO of DRC	Mamba Damas	20	
6.14	Questions and Answers on regional issues	Chair	30	Discussions
7	Section 3: Moving together from ideas to action			
7.1	The IPPC ePhyto Solution	Descartes Koumba	20	Presentation
7.2	New IPPC Guides and e-learning courses	Faith Ndunge	20	Presentation
7.3	Update on TR4 Global Coordination	Lucien Kouame	20	Presentation
7.4	E-commerce Guide for plants, plant products and other regulated articles in international trade	Faith Ndunge	30	Video / Presentation
Day 4 (Friday 23, August), morning 08:30-12:30				
7.5	Phytosanitary Capacity Evaluations (PCE) and latest developments	Descartes Koumba	20	Presentation

7.6	IPPC commodity standards: - Key Principles Overview - Call for information material for new commodity standards	David Kamangira	20	Presentation
7.7	National Reporting Obligations	Faith Ndunge	20	Presentation
9	Conclusion of the workshop	Chair	5	
10	Online survey of the workshop	All participants	10	
11	Date and venue of the next regional workshop	Chair	5	
12	Adoption of the report (Decisions and recommendations only)	All participants	30	
13	Close of the meeting	Minister of Agriculture	20	
Day 4 (Friday 23, August): Afternoon 13:30 - 17:00				
6.15	Field activity to DAIPN, Centre des metiers and SAFARI beach: Visits to horticultural farms to observe the management of two plant pests (<i>Tuta absoluta</i> and fruit flies)	Coordinated by NPPO and FAO- DRC	150	Practice